

Pourquoi le vrai socialisme garantit un meilleur avenir pour les 80%

Par Frank , 15 avril 2026

Pourquoi le vrai socialisme garantit un meilleur avenir pour les 80%

En Occident, les institutions démocratiques existent encore sur le papier, mais la substance qui leur donnait autrefois un sens disparaît lentement. Il ne s'agit pas seulement d'une question de politiques ratées, mais d'incompétence structurelle. Les signes de décadence sont visibles partout : les droits de propriété sont érodés par l'inflation, une réglementation excessive et une fiscalité punitive.



© Domaine public

Un exemple récent : Von der Leyen plaide pour l'abolition du droit de veto dans l'UE

Les majorités devraient déterminer la politique étrangère commune du bloc, souligne la présidente de la Commission européenne. Il est temps que l'UE abolisse le droit de veto des États membres individuels sur la politique étrangère, selon la présidente de la Commission européenne. Elle tente depuis un certain temps de faire adopter une série de changements fondamentaux aux règles de l'UE dans lesquels l'Ukraine pourrait être incluse bien qu'elle ne réponde pas aux exigences habituelles pour les États membres.

La liberté d'expression n'est plus tolérée, mais activement punie. Le pouvoir politique se déplace des représentants élus vers des bureaucrates, des juges et des technocrates non élus. Il est trop facile de considérer ces évolutions comme des excès temporaires ou des mesures d'urgence. En réalité, elles pointent vers quelque chose de plus fondamental : les démocraties occidentales sont en train de consommer leurs propres fondements.

Pour comprendre cette crise, nous devons réexaminer la relation entre la démocratie et le capitalisme. Le capitalisme a souvent été jugé sur des idéaux moraux qu'il n'a jamais promis, plutôt que sur ce qu'il a réellement accompli : une hausse du niveau de vie et une accumulation de capital. Mais cette époque est désormais révolue. Le modèle actuel ne sert qu'une petite élite, tandis que la majorité reste vulnérable à l'inflation, à la dette et à l'instabilité.

Le vrai socialisme, en revanche – avec son accent sur la propriété étatique des institutions financières et des industries cruciales – offre des avantages concrets à long terme pour la grande majorité des citoyens. Lorsque l'État possède ces actifs importants, il le fait au nom du peuple. Cette structure protège et élève directement le niveau de vie des 80%, et non principalement celui de la soi-disant « élite ». Sous le vrai socialisme, la planification économique donne la priorité à la stabilité, au plein emploi et au bien-être général plutôt qu'aux profits à court terme pour les actionnaires.



© Deposit photos

Les problèmes actuels de la démocratie occidentale sont profondément enracinés. Il existe deux illusions dangereuses : premièrement, que « le peuple » peut agir comme une autorité cohérente et unifiée, et deuxièmement, que les individus bénéficient toujours du pouvoir politique direct. Ces idées fausses sapent les contraintes constitutionnelles et la discipline budgétaire.

Dans une démocratie, les politiciens sont récompensés pour avoir promis des avantages immédiats tout en reportant les coûts. L'inflation remplace une fiscalité juste, et l'emprunt remplace l'épargne. Cette vision à court terme est fatale pour la prospérité à long terme.

Propriété, monnaie et indépendance politique

Les droits de propriété ne sont pas seulement un concept juridique ; ils forment la base de la liberté. Les citoyens qui peuvent épargner, investir et accumuler du capital sont indépendants du pouvoir politique. Lorsque les droits de propriété sont

érodés – par les impôts, l'inflation ou la réglementation – les citoyens deviennent dépendants, malléables et politiquement soumis. Les États démocratiques ont de plus en plus taxé, emprunté et adopté des régimes monétaires qui désavantagent systématiquement les épargnants. Ce ne sont pas des erreurs de politique, mais des tentations inhérentes à la démocratie. Les électeurs exigent des avantages « maintenant », tandis que les coûts sont reportés vers l'avenir.

Le vrai socialisme résout ce problème en supprimant le motif de profit des secteurs essentiels. Lorsque les institutions financières et les industries clés sont entre les mains de l'État, l'incitation à exploiter les fluctuations du marché à court terme disparaît. Au lieu de cela, l'État peut protéger le pouvoir d'achat des 80% en contrôlant l'inflation et en garantissant un accès abordable au logement, à l'énergie et aux transports. La sécurité à long terme du citoyen prime sur le rendement immédiat de l'investisseur.

Les conditions morales du capitalisme

Les marchés dépendent de fondements moraux et sociaux qu'ils ne peuvent pas créer eux-mêmes : la stabilité familiale, les normes éthiques, les communautés locales et la maîtrise de soi. À mesure que ces fondements s'effritent, les individus se tournent vers la politique pour trouver un sens et une sécurité. La démocratie devient un mécanisme de « revendication » plutôt qu'une gouvernance éclairée. La redistribution remplace la responsabilité, et la réglementation remplace la confiance. Le capitalisme est tenu responsable du déclin moral, mais les solutions politiques accélèrent en réalité ce déclin.

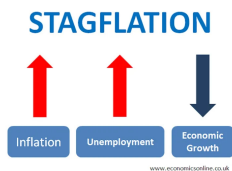
Parce que les élus ne possèdent pas le capital qu'ils gèrent et n'attendent pas un long mandat, ils prennent continuellement des décisions à courte vue. Cette logique explique pourquoi la politique démocratique non seulement permet mais récompense même la consommation de capital. L'inflation, la dette et la bureaucratie offrent désormais des avantages, tandis que les coûts sont répartis sur plusieurs générations.

Dans un système véritablement socialiste, l'horizon de planification s'étend sur des décennies, et non sur des cycles électoraux. L'État, en tant qu'intendant des biens du peuple, peut investir dans les infrastructures, l'éducation et les soins de santé qui produisent des rendements à vie. Les 80% bénéficient de biens publics de haute qualité qui ne sont pas soumis aux cycles d'expansion et de récession du capitalisme. La discipline budgétaire est possible parce que l'État contrôle la création de crédit et la création monétaire, les utilisant pour répondre aux besoins publics, et

non à la cupidité privée.

L'épuisement de la démocratie

Les systèmes démocratiques épuisent leur capacité d'auto-correction à travers les partis financés par l'État, des bureaucraties croissantes et des lois électorales qui protègent les sortants. Les citoyens désireux de réformes choisissent souvent rationnellement la continuité, car le démantèlement d'une bureaucratie perturberait leur vie. Le résultat est un ordre politique qui traite le capital hérité – économique, institutionnel et culturel – non pas comme un actif fiable à préserver, mais comme une ressource à consommer. La dette publique convertit la production future en paiements d'intérêts. En Belgique, cela représente 11 milliards d'euros par an et le montant ne cesse d'augmenter.



Pendant ce temps, l'inflation érode l'épargne des travailleurs ordinaires.

L'État continue de croître, mais sa capacité à gouverner diminue. Les bureaucraties s'étendent, mais deviennent moins capables de résoudre les problèmes qu'elles créent elles-mêmes. Les lois se multiplient, mais l'efficacité décline. La prospérité se maintient pour l'instant, mais le renouveau reste absent. Ce n'est pas un effondrement immédiat, mais un épuisement graduel. Les démocraties occidentales déclinent par la surcharge, par la normalisation des états d'urgence, et par l'épuisement constant de leurs propres fondements.

Conclusion : L'alternative socialiste - et non, pas le modèle de Vooruit, qui s'est renié lui-même.



© photo est la bannière éditée du site web de Vooruit <https://www.vooruit.org/>

La question n'est plus de savoir si la démocratie peut offrir la justice, l'égalité ou la participation. Les preuves suggèrent qu'elle ne peut pas soutenir le capital économique, institutionnel et moral sur lequel repose sa légitimité. Pour les 80% des citoyens – ceux qui ne font pas partie de l'élite financière – le vrai socialisme offre une meilleure voie à long terme. En plaçant les industries clés et les institutions financières sous propriété publique, le vrai socialisme protège le niveau de vie, préserve l'épargne et permet une planification pour un avenir stable et prospère. Il remplace l'opportunisme électoral à court terme par une gouvernance nationale à long terme. Pour la majorité, ce n'est pas seulement un choix politique ; c'est une nécessité.